

# Conditions générales du contrat de mandat



## 1. Définitions

Dans le Contrat, les termes commençant par une lettre majuscule ont le sens défini ci-après :

- **Conditions Générales** : Les présentes conditions générales du Contrat de mandat.
- **Contrat** : Le document intitulé « CONTRAT DE MANDAT » signé par SIG et le Mandataire, y compris les Conditions Générales et toutes ses Annexes.
- **Mandataire** : Le Mandataire est l'adjudicataire du marché et responsable à l'égard de SIG.
- **Ouvrage** : Le projet d'ouvrage dans le cadre duquel sont réalisées les Prestations du Mandataire.
- **Parties** : SIG et le Mandataire.
- **Prestations** : L'ensemble des prestations exécutées par le Mandataire conformément au Contrat.
- **Prix** : Le prix du mandat, tel que spécifié dans le Contrat.
- **SIG** : Les Services Industriels de Genève, mandataire selon le Contrat.
- **Sous-traitant** : Toute personne à laquelle le Mandataire confie l'exécution d'une partie des Prestations.

## A. Dispositions générales et prix

### 2. Dispositions générales

- 2.1. **Bases légales** : Les droits et obligations de SIG et du Mandataire pour la réalisation du mandat ressortissent au contrat de mandat au sens des articles 394 et suivants du Code des obligations suisse (ci-après « CO »), SIG étant le mandant et le Mandataire étant le mandataire.
- 2.2. **Informations** : Le Mandataire reconnaît avoir reçu de SIG les informations lui permettant de réaliser le mandat.
- 2.3. **Langue** : La langue du Contrat est le français. Tout document remis à SIG par le Mandataire est rédigé en français. La langue de communication pour toutes les séances de coordination et techniques avec SIG est le français. Le personnel d'encadrement du Mandataire doit pouvoir communiquer dans cette langue. Les éventuels cours de formation du personnel spécialisé de SIG et des opérateurs sont donnés en français.
- 2.4. **Responsable du Projet** : Le Mandataire désigne par écrit un représentant compétent, responsable et dûment habilité à prendre des décisions engageant le Mandataire, ainsi que son suppléant. Ce responsable du projet est désigné pour toute la durée du projet jusqu'à la réception de l'Ouvrage par SIG.

### 3. Prix

- 3.1. **Prix forfaitaire** : Sauf disposition contraire du Contrat, le Prix est de type forfaitaire ; le Mandataire est tenu d'exécuter le mandat pour la somme fixée et il ne peut réclamer aucune augmentation, même si l'exécution du mandat a exigé plus de travail ou de dépenses que ce qui avait été prévu. Si le Prix est basé sur des unités de prestations, chacune d'entre elles est présumée rémunérer forfaitairement toutes les prestations liées au poste correspondant.
- 3.2. **Révision du Prix** : Le Prix, les taux horaires et les unités de prestations sont fermes pendant toute la durée du Contrat et ne sont pas adaptés au renchérissement. Toute révision ultérieure à la conclusion du Contrat est ainsi exclue, à l'exception des adaptations du Prix résultant des modifications des Prestations et/ou de l'Ouvrage prévues au chiffre 11 des Conditions Générales.
- 3.3. **Taxes** : Tous les montants indiqués dans le Contrat s'entendent hors TVA, celle-ci étant à la charge de SIG. A l'exception de la TVA, le Prix inclut tous les émoluments, taxes, et autres frais encourus par le Mandataire lors de l'exécution du Contrat.
- 3.4. **Accessoires** : Toutes les prestations, frais accessoires et fournitures qui, bien que non expressément spécifiés dans le Contrat, sont nécessaires à la bonne exécution du Contrat, sont compris dans le Prix. Sont notamment compris dans le Prix les primes d'assurances à la charge du Mandataire selon le chiffre 15 des Conditions Générales, ainsi que les frais de photocopie, de téléphone, de transport ou encore d'hébergement.
- 3.5. **Intempéries** : Les conditions de travail à Genève prévoyant que des indemnités pour intempéries sont allouées aux travailleurs, celles-ci sont réputées comprises dans le Prix.
- 3.6. **Compensation** : SIG peut compenser envers le Mandataire toute créance échue au titre de toute relation contractuelle ou légale

entre les Parties, ou si le Mandataire ne paie pas ses Sous-traitants ou les pénalités qu'il doit à SIG selon les Conditions Générales.

## B. Exécution du mandat

### 4. Obligations du Mandataire

- 4.1. **Personnel** : Le personnel du Mandataire et de ses Sous-traitants est engagé avec un contrat fixe. En cas de recours à des intérimaires, le Mandataire doit recueillir l'accord préalable écrit de SIG.
- 4.2. **Décisions des autorités** : Le Mandataire informe SIG par écrit dans les plus brefs délais sur les décisions des autorités ; lorsque celles-ci ont des incidences négatives ou comportant des exigences et conditions restrictives relatives au projet, le Mandataire veille à ce que demeure garantie la possibilité de SIG de recourir en droit.
- 4.3. **Devoir d'information** : Le Mandataire informe régulièrement SIG de l'avancement des travaux et se procure en particulier toutes les informations nécessaires. Il signale immédiatement par écrit tous les faits qui pourraient compromettre la bonne exécution du Contrat. Si, en cours d'exécution, il apparaît que des changements toucheront les phases à venir, le Mandataire le signale immédiatement à SIG par écrit. Par ailleurs, le Mandataire informe immédiatement SIG par écrit des différences entre le volume de travail effectif et le volume de travail convenu, ainsi que de tous les facteurs liés à l'évolution des connaissances (par exemple nouveau mode de construction, nouveaux processus de travail ou nouveaux matériaux) qui, pour des raisons techniques ou économiques, peuvent justifier une modification des Prestations.
- 4.4. **Devoir de mise en garde** : Le Mandataire est tenu d'attirer l'attention de SIG sur les conséquences des instructions de celle-ci, en particulier en ce qui concerne les délais, la qualité et les coûts, et de la mettre en garde contre les dispositions et demandes inadéquates. L'éventuelle intervention d'un autre mandataire de SIG ne libère pas le Mandataire de son devoir de mise en garde. Dans le doute, le Contrat et les instructions doivent s'interpréter dans le sens de la meilleure qualité d'exécution. Le Mandataire qui néglige son devoir de mise en garde doit personnellement supporter les conséquences qui en découlent. La mise en garde doit être donnée par courrier ; si elle est donnée oralement, elle doit être consignée dans un procès-verbal. Si SIG maintient ses instructions malgré la mise en garde, le Mandataire n'est pas responsable de leurs conséquences.
- 4.5. **Phasage du mandat** : Le Mandataire s'engage à ne passer de l'une à l'autre des phases d'exécution du mandat que sur l'ordre écrit de SIG. Si SIG demande, après l'achèvement d'une phase, de surseoir au début de la réalisation de la phase suivante, elle ne devra aucune indemnisation au Mandataire de ce fait.
- 4.6. **Degré de précision des informations relatives aux coûts** : Les indications sur les coûts données par le Mandataire doivent s'inscrire dans les limites des indications contractuelles concernant le coût de l'Ouvrage et le degré de précision y relatif. En outre, lorsqu'il donne des indications sur les coûts, le Mandataire doit respecter le degré de précision suivant :
  - estimation des coûts (avant-projet) : +/- 15%
  - devis général (projet d'ouvrage) : +/- 10%Le Mandataire s'engage à mener l'exécution de l'Ouvrage dans les limites du devis général, sous réserve des hausses légales ou contractuelles. Tout dépassement au-delà de ce degré de précision engage la responsabilité du Mandataire, à moins qu'il ne prouve qu'aucune faute ne lui est imputable.
- 4.7. **Echange et forme des documents** : Le Mandataire met à disposition de SIG, ainsi que des autres mandataires et entreprises mandatés par SIG, une base de données documentaire à définir. Tous les documents transmis par le Mandataire à SIG sont remis en deux exemplaires papier, avec une copie sur support informatique dans le format qui sera requis par SIG.
- 4.8. **Information sur la gestion** : Sur demande de SIG, le Mandataire rend à tout moment compte de sa gestion et remet tous les documents qu'il s'est engagé contractuellement à rédiger dans le cadre de l'exécution du Contrat.
- 4.9. **Conservation des documents** : Le Mandataire conserve gratuitement et dans leur état d'origine, durant dix ans au moins à compter de la fin du Contrat, tous les documents qui sont liés au Contrat et dont les originaux n'ont pas été remis à SIG (tels que

les documents relatifs aux décisions et les documents concernant l'Ouvrage réalisé : plans, esquisses, calculs, correspondance, décomptes, supports de données, etc.).

## 5. Direction des travaux

5.1. **Prestations du Mandataire** : Lorsqu'elle est comprise dans le mandat, la direction des travaux comprend, outre les obligations du Mandataire prévues au chiffre 4 des Conditions Générales, les prestations mentionnées ci-après, qui sont indépendantes des phases du projet :

- le conseil à SIG ;
- la communication avec SIG et les tiers ;
- la représentation de SIG envers des tiers dans le cadre convenu ;
- la préparation en temps utile des bases de décision pour SIG ;
- la formulation en temps utile de propositions à SIG ;
- la mise sur pied de l'organisation et du déroulement du projet ;
- la rédaction des procès-verbaux des séances avec SIG ;
- la préparation de rapports périodiques sur l'avancement des travaux ;
- la garantie du bon déroulement de la gestion des soumissions, des commandes et de la facturation ;
- l'organisation et la gestion d'une assurance-qualité coordonnée du projet ;
- la coordination des prestations de tous les intervenants ;
- la direction technique et administrative du consortium de Mandataires ;
- l'attribution de tâches au sein du consortium de Mandataires ;
- la garantie de la circulation de l'information et de la documentation, y compris l'organisation des échanges de données techniques et administratives.

## 6. Propriété intellectuelle

6.1. **Documents et savoir-faire de SIG** : Les documents et le savoir-faire auxquels SIG permet l'accès au Mandataire dans le cadre de l'exécution du Contrat ne doivent être utilisés qu'en relation avec l'objet du Contrat. Le Mandataire s'engage à faire respecter la même obligation par les tiers qu'il mandate (p. ex. ses Sous-traitants). SIG garantit que l'utilisation des documents par le Mandataire ne viole aucun droit de propriété d'un tiers. SIG se réserve le droit de poursuivre toute utilisation non autorisée des documents (telle que reproduction ou diffusion) ainsi que toute autre violation de ses droits.

6.2. **Restitution à SIG** : Les plans, dessins et autres documents, ainsi que les modèles et outillages confiés par SIG au Mandataire pour l'exécution du Contrat, demeurent la propriété de SIG et doivent être restitués à SIG sans en garder de copies, dès l'achèvement du Contrat.

6.3. **Propriété intellectuelle de SIG** : Les droits de propriété intellectuelle sur les résultats des travaux exécutés spécialement pour SIG (y compris les calculs, les dessins, les projets, le code-source, les descriptions de programme et la documentation) ainsi que sur l'ensemble des idées, des procédures et des méthodes écrites ou déchiffrables par machine, développés dans ce contexte, appartiennent à SIG. Le Mandataire garantit contractuellement que ni son personnel ni celui de tiers mandatés ne disposent de droit sur les résultats du travail accompli. Sont réservés les droits moraux relatifs à des biens immatériels dans la mesure où la loi ne permet pas leur transfert.

6.4. **Propriété intellectuelle du Mandataire** : Les autres droits de propriété intellectuelle appartiennent au Mandataire. SIG acquiert le droit incessible, irrévocable et non exclusif d'utiliser et d'exploiter le résultat des travaux dans les limites du Contrat. Le droit d'usage et d'exploitation de SIG vaut également pour les installations de remplacement, les applications destinées à des tests ou à la formation, les travaux de modification, de complément ou d'entretien ainsi que les livraisons de pièces de rechange. SIG peut exécuter elle-même des travaux de modification, de complément ou d'entretien, ou bien les confier à des tiers. Elle oblige ces derniers au secret et leur interdit toute autre utilisation.

6.5. **Propriété intellectuelle de tiers** : Lorsque des droits de propriété intellectuelle appartenant à des tiers restreignent de manière reconnaissable le droit de SIG d'utiliser l'Ouvrage, le Mandataire l'indiquera expressément.

6.6. **Garantie du Mandataire** : Le Mandataire garantit à SIG que l'Ouvrage ne viole aucun droit de propriété intellectuelle, notamment en matière de brevet ou de logiciel, et qu'il ne constitue pas une contrefaçon. Le Mandataire s'engage à libérer SIG de toute responsabilité et à l'indemniser de tout dommage en

relation avec toute requête ou plainte relative à une violation de propriété intellectuelle.

6.7. **Prétentions de tiers** : Le Mandataire repousse sans délai, à ses frais et à ses propres risques, toute prétention élevée par un tiers au nom d'une violation de droits de propriété intellectuelle. Si un tiers entame un procès contre le Mandataire, ce dernier en informe immédiatement et par écrit SIG. Si le tiers fait valoir ses prétentions directement auprès de SIG, le Mandataire se constitue partie au litige à la première réquisition de SIG, conformément aux possibilités offertes par les dispositions procédurales applicables. Le Mandataire s'engage à supporter tous les coûts (y compris les dommages-intérêts) encourus par SIG au titre du procès et d'un éventuel règlement extrajudiciaire du litige. Dans le cas d'un règlement extrajudiciaire, le Mandataire n'est redevable d'un versement à un tiers que s'il y a préalablement consenti.

6.8. **Impossibilité d'utiliser l'Ouvrage** : Lorsque, en raison de prétentions au titre de la violation de droits de propriété, SIG ne peut, en tout ou partie, utiliser l'Ouvrage, le Mandataire peut soit modifier l'Ouvrage de sorte que celui-ci ne lèse pas les droits de tiers et corresponde néanmoins au Contrat, soit acquiescer à ses frais une licence auprès du tiers. Si le Mandataire n'opte pas dans un délai raisonnable pour l'une ou l'autre de ces solutions, SIG peut se retirer du Contrat avec effet immédiat. Le Mandataire est tenu d'indemniser SIG.

## 7. Pénalités

7.1. **Non-respect des échéances contractuelles** : Les échéances contractuelles indiquées dans le Contrat sont contraignantes et donnent lieu, en cas de demeure du Mandataire, à des pénalités de retard calculées selon les alinéas ci-dessous.

7.2. **Retard prévisible** : Lorsqu'il apparaît que le délai de réalisation de n'importe quelle partie du mandat ne sera pas respecté, le Mandataire doit en informer SIG sans délai.

7.3. **Montant de la pénalité de retard** : En cas de demeure du Mandataire, le montant de la pénalité de retard sera de 0.4% (zéro virgule quatre pour cent) du Prix par semaine complète de retard.

7.4. **Pénalités d'absence** : L'absence non justifiée du Mandataire à des séances convoquées par SIG ou auxquelles SIG lui demande d'assister donnera lieu à des pénalités de CHF 1'000.- par séance.

7.5. **Limite** : Le montant cumulé des pénalités est limité à 10% du Prix.

7.6. **Résiliation** : Lorsque la somme cumulée des pénalités atteint 10% du Prix, SIG peut résilier le Contrat pour justes motifs conformément au chiffre 17.2 des Conditions Générales.

7.7. **Conséquences du paiement des pénalités** : Le paiement des pénalités ne libère pas le Mandataire de ses obligations contractuelles. Le droit de SIG au paiement de pénalités n'affecte pas ses droits résultant des défauts ni son droit de réclamer des dommages-intérêts ou son droit de faire valoir d'autres prétentions. Le montant des pénalités est déduit des éventuels dommages-intérêts.

## 8. Sous-traitants

8.1. **Conditions de recours à des Sous-traitants** : Tout Sous-traitant doit être mentionné dans le Contrat. Tout changement ou ajout de Sous-traitants postérieurement à la conclusion du Contrat ne peut être effectué qu'avec l'accord préalable écrit de SIG.

8.2. **Niveaux de sous-traitance** : Le niveau maximal de sous-traitance accepté par SIG est 1. La demande d'acceptation par SIG d'un Sous-traitant est effectuée par le Mandataire et non pas par le Sous-traitant. Chaque Sous-traitant supplémentaire fera l'objet d'une validation par SIG.

8.3. **Responsabilité du Mandataire pour ses Sous-traitants** : Dans l'exécution de ses prestations, le Sous-traitant n'a de rapports contractuels qu'avec le Mandataire et non avec SIG. Le Mandataire est ainsi entièrement responsable envers SIG de l'exécution des Prestations du Contrat par ses Sous-traitants, tels notamment le respect des délais, la qualité des Prestations et la garantie pour les défauts.

8.4. **Paiement des Sous-traitants** : SIG peut subordonner le paiement des sommes dues au Mandataire à la justification que le paiement des factures des Sous-traitants est à jour. Par ailleurs, SIG a le droit de payer directement un Sous-traitant, avec effet libératoire :

- avec l'accord du Mandataire ; ou
- en cas de difficultés de paiement de la part du Mandataire, de différends notables entre le Mandataire et ses Sous-traitants ou pour d'autres motifs légitimes, SIG peut, après audition préalable des parties concernées et sur présentation d'une facture conforme, verser directement le montant dû aux Sous-traitants ou le consigner ; ou

- lorsqu'une procédure de faillite ou de liquidation est ouverte contre le Mandataire ou lorsque le Mandataire dépose une demande d'ouverture de procédure d'octroi du sursis concordataire, de faillite ou de liquidation.

Dans les cas visés ci-dessus, le paiement direct au Sous-traitant vient en déduction des sommes dues par SIG au Mandataire.

## 9. Consortium

- 9.1. **Société simple** : Si le mandat est adjugé à un consortium de Mandataires, les rapports des associés entre eux sont régis par les règles de la société simple. Chaque membre du consortium répond personnellement et solidairement envers SIG de la bonne exécution du Contrat et de tout autre engagement pris par le consortium.
- 9.2. **Pilote** : Les associés du consortium désignent, dans le Contrat, l'un d'entre eux en qualité de pilote du consortium habilité à agir au nom des tous les associés auprès de SIG.
- 9.3. **Composition** : Tout changement dans la composition du consortium doit faire l'objet de l'accord préalable écrit de SIG.

## 10. Sécurité au travail

- 10.1. **Planification des travaux** : Les Parties s'engagent à planifier les travaux de construction de façon à ce que le risque d'accidents et d'atteintes à la santé soit aussi faible que possible et que les mesures de sécurité nécessaires puissent être respectées.
- 10.2. **Sécurité sur le chantier** : Lors de l'accomplissement de ses Prestations, le Mandataire garantit la sécurité des personnes occupées sur le chantier en respectant, en tant qu'employeur, les prescriptions de sécurité déterminantes et en convenant des arrangements nécessaires avec les autres entreprises dont les employés travaillent sur le chantier. Le Mandataire n'est toutefois pas tenu de contrôler que les employés d'autres entreprises respectent les règles de sécurité. Il aide cependant les entreprises de construction à prendre les mesures de prévention des accidents nécessaires en leur signalant les risques et les violations des règles de sécurité qu'il a constatés dans l'accomplissement de ses Prestations.
- 10.3. **Coordinateur** : Dans la mesure où un coordinateur en matière de santé et de sécurité a été désigné par SIG, le Mandataire se conformera à ses instructions. Le chiffre 4.4 des Conditions Générales est réservé.
- 10.4. **Interruption des travaux** : SIG se réserve le droit de faire interrompre immédiatement les travaux lorsque le Mandataire viole gravement ou de manière répétée son obligation de respecter les prescriptions de sécurité. Les coûts découlant d'une telle interruption sont supportés par le Mandataire.

## 11. Modifications des Prestations et/ou de l'Ouvrage

- 11.1. **Principe** : SIG est en droit, en tout temps, d'exiger des modifications des Prestations et/ou de l'Ouvrage. Le Mandataire est également habilité à suggérer de telles modifications par écrit. L'étendue de la responsabilité du Mandataire pour l'exécution de ces modifications, ainsi que toutes les autres modalités d'exécution y relatives, sont identiques à celles applicables au reste du mandat.
- 11.2. **Notification des modifications** : Le Mandataire, aussitôt après la réception d'une demande de modification ou après avoir lui-même proposé une modification, notifie par écrit à SIG la façon dont la modification doit être exécutée en précisant les changements qui en résultent sur le Prix, les délais et les autres conditions du Contrat.
- 11.3. **Instructions écrites** : Chaque modification des Prestations et/ou de l'Ouvrage doit faire l'objet d'une instruction préalable écrite de SIG donnant ordre de procéder à la modification ou d'un avenant au Contrat signé par les Parties. A défaut, les éventuelles modifications sont réputées n'avoir aucune incidence sur le Prix, les délais ou les autres conditions du Contrat.
- 11.4. **Adaptation du Prix** : Le Prix est adapté en fonction des taux horaires, unités de prestations et bases de calcul définis dans le Contrat. Lorsque les honoraires sont calculés d'après le coût de l'Ouvrage, l'adaptation du Prix est calculée sur le coût modifié total de l'Ouvrage. En tout état, la modification du Prix doit être convenue par écrit entre les Parties. Pour l'adaptation du Prix forfaitaire ou global, le chiffre 11.5 des Conditions Générales s'applique pour le surplus.
- 11.5. **Adaptation du Prix forfaitaire ou global** : Seules donnent droit à une adaptation du Prix forfaitaire ou global, à la hausse ou à la baisse, les modifications substantielles de l'Ouvrage demandées par écrit par SIG ou convenues par écrit entre les Parties. Sont considérées comme substantielles les modifications à la hausse ou à la baisse du coût total de l'Ouvrage de plus de 15%. Dans le cas d'une telle modification, chaque Partie peut prétendre à une

adaptation du Prix, calculée sur la base du chiffre 11.4 des Conditions Générales, étant précisé que la première tranche de 15% d'augmentation ou de diminution du coût total de l'Ouvrage ne donne pas droit à une adaptation du Prix (exemple : si le coût total initial de l'Ouvrage est de CHF 100'000.- et qu'une modification de l'Ouvrage porte le coût total à CHF 120'000.-, le Mandataire peut prétendre à une hausse du Prix correspondant à la différence entre des honoraires calculés sur la base d'un coût de l'Ouvrage de CHF 120'000.- et des honoraires calculés sur la base d'un coût de l'Ouvrage de CHF 115'000.-).

## 12. Interruption des travaux

- 12.1. **Rémunération supplémentaire** : En cas d'interruption des travaux ou de retard dans l'exécution de ceux-ci, le Mandataire n'a pas droit à une rémunération supplémentaire. Si cette interruption ou ce retard lui cause un dommage, le Mandataire a droit à la réparation de ce dernier, à condition de prouver que l'interruption, respectivement le retard, est imputable à des événements indépendants de sa volonté ou à une violation du Contrat par SIG.

## 13. Inexécution anticipée

- 13.1. **Principe** : Chaque Partie a le droit de suspendre l'exécution de ses obligations contractuelles, lorsqu'il résulte clairement des circonstances que l'autre Partie est dans l'impossibilité d'exécuter ses obligations.
- 13.2. **Conséquences** : En cas de retard important imputable au Mandataire ou de refus du Mandataire de mener à son terme l'exécution du Contrat, et après une mise en demeure écrite de SIG fixant au Mandataire un délai raisonnable pour le rattrapage, respectivement la reprise de ses Prestations, SIG a le droit d'exécuter elle-même les travaux restant ou les confier à un tiers, dans les deux cas aux frais et risques du Mandataire.

## 14. Délai de prescription et de dénonciation des défauts

- 14.1. **Principe** : Les documents insatisfaisants ou entachés d'erreurs sont refusés par SIG et doivent être révisés gratuitement par le Mandataire.
- 14.2. **Prescription générale** : Sous réserve du chiffre 14.3 des Conditions Générales, les prétentions résultant du Contrat se prescrivent par **dix ans** à compter du fait dommageable. Pour les expertises, le délai de prescription commence à courir le jour de leur remise à SIG.
- 14.3. **En cas de défauts de l'Ouvrage** : Les prétentions résultant des défauts de l'Ouvrage se prescrivent par **cinq ans** à compter de la réception de l'Ouvrage ou de la partie de l'Ouvrage considérée. Les droits résultant de défauts que le Mandataire a intentionnellement dissimulés se prescrivent en revanche par dix ans.
- 14.4. **Dénonciation des défauts** : Les défauts doivent en principe être dénoncés dans un délai de 60 jours à compter de leur découverte. Cependant, les erreurs de calcul ou les erreurs entachant les plans qui sont à l'origine d'un défaut de l'Ouvrage immobilier ou d'une partie de l'Ouvrage immobilier peuvent être dénoncées par SIG en tout temps dans les deux ans qui suivent la réception de l'Ouvrage ou de la partie de l'Ouvrage concernée. Passé ce délai, elles doivent être invoquées dans un délai de 60 jours à compter de leur découverte. Les prétentions de SIG en raison des défauts restent entières, même si SIG, ses autres mandataires ou une autorité ont participé à la planification ou aux vérifications et réceptions et n'ont exprimé aucune réclamation ou réserve.

## C. Assurances et responsabilité

### 15. Assurances

- 15.1. **Assurance responsabilité civile (RC) et couvertures complémentaires des dommages aux ouvrages, dommages aux installations et dommages économiques purs** : Le Mandataire est tenu de contracter une assurance RC, incluant les couvertures complémentaires des dommages aux ouvrages, dommages aux installations et dommages économiques purs. Sauf disposition contraire du Contrat, la couverture RC de base doit être au minimum de CHF 10'000'000.- (dix millions de francs suisses) et l'ensemble des couvertures complémentaires au minimum de CHF 1'000'000.- (un million de francs suisses).
- 15.2. **Compagnies d'assurance** : Les couvertures d'assurance susmentionnées sont à la charge du Mandataire et doivent être conclues auprès d'une compagnie d'assurance suisse ou européenne de premier ordre. Si le Mandataire est constitué en consortium, les assurances susmentionnées doivent couvrir le consortium dans son ensemble.

- 15.3. **Durée de validité des assurances** : Le Mandataire s'engage à maintenir les couvertures d'assurance susmentionnées aussi longtemps que des obligations peuvent être mises à sa charge au titre du Contrat.
- 15.4. **Attestations d'assurances** : Dans un délai de 30 jours à compter de la signature du Contrat, le Mandataire fera parvenir à SIG les attestations des assurances susmentionnées. SIG peut en tout temps exiger une attestation d'assurance apportant la preuve de la validité de la police et du paiement des primes.
- 15.5. **Absence de limitation de responsabilité** : Les exigences de SIG en matière d'assurances ne limitent pas la responsabilité du Mandataire en ce qui concerne le montant du dommage.
- 15.6. **Assurances montage et travaux de construction** : SIG se réserve la possibilité de contracter une assurance montage et/ou une assurance travaux de construction prévoyant le cas échéant une couverture des risques d'incendie, de dégâts d'eau et, dans la mesure du possible, la détérioration de l'Ouvrage par des inconnus (vandalisme). Les primes à charge de SIG sont réparties entre les différents intervenants en fonction des indications contenues dans le Contrat. A défaut, la clé de répartition est de 50% pour SIG et 50% pour les autres intervenants.

## 16. Responsabilité

- 16.1. **Principe** : Les Parties sont responsables de la bonne et fidèle exécution de leurs obligations respectives en vertu du Contrat.
- 16.2. **Devoir de diligence** : Le Mandataire sert au mieux de ses connaissances et de sa compétence les intérêts de SIG, en particulier pour atteindre les objectifs de celle-ci. Il fournit les Prestations contractuelles dans le respect des règles de l'art généralement reconnues dans sa profession. Dans le cas où le Mandataire est responsable de fautes commises dans l'exécution du mandat, il est tenu de rembourser à SIG les dommages qui en découlent. Cela vaut en particulier en cas de violation de son obligation de diligence et de loyauté, de non-respect ou de violation de règles de l'art reconnues de sa profession, de défauts de coordination ou de surveillance, d'évaluation insatisfaisante des coûts ou de non-respect de délais ou échéances convenus.
- 16.3. **Absence de décharge** : L'approbation de documents par SIG et/ou la Direction des travaux, ainsi que les inspections, contrôles, essais et réunions auxquels SIG ou ses autres mandataires procèdent ou assistent, ne restreignent en aucune manière la responsabilité du Mandataire.
- 16.4. **Dommages** : En conformité et dans les limites de la loi, chacune des Parties est responsable des dommages directs causés à l'autre Partie par elle-même ou par ses auxiliaires. Cela vaut en particulier en cas de violation, par le Mandataire, de son obligation de diligence et de loyauté, de non-respect ou de violation de règles de l'art reconnues de sa profession, de défauts de coordination ou de surveillance, d'évaluation insatisfaisante des coûts ou de non-respect de délais ou échéances contractuels. Sous réserve des dispositions légales impératives, les Parties excluent cependant toute responsabilité pour pertes de profits, de gains, de revenus, d'exploitation ou de données, ainsi que pour tous dommages réfléchis, indirects ou subséquents.

## D. Dispositions finales

### 17. Résiliation

- 17.1. **Principe** : Les Parties peuvent résilier le Contrat en tout temps et avec effet immédiat, par courrier recommandé.
- 17.2. **Conséquences de la résiliation** : Les Prestations fournies conformément au Contrat avant la fin de ce dernier sont payées au Mandataire, sans majoration des honoraires. Si une Partie résilie le Contrat en temps inopportun, elle doit de surcroît indemniser l'autre Partie du dommage prouvé, mais en aucun cas du manque à gagner. Il n'y a pas résiliation en temps inopportun lorsque la résiliation est donnée pour justes motifs ; sont notamment considérés comme justes motifs la violation grave ou répétée d'obligations découlant du Contrat, ou encore l'ouverture d'une procédure de faillite ou de liquidation contre l'une des Parties. En outre, la résiliation du Contrat par SIG n'est pas considérée comme intervenant en temps inopportun lorsque :
- a) le projet d'Ouvrage n'est pas validé par les organes compétents de SIG ;
  - b) des droits fonciers, concessions ou autorisation (notamment de construire et d'exploiter) nécessaires à l'exécution du Contrat et/ou de l'Ouvrage font défaut ;
  - c) SIG n'autorise pas l'exécution de certaines phases.

## 18. Responsabilité sociétale

- 18.1. **Principe** : SIG est une entreprise citoyenne qui cherche à équilibrer ses intérêts économiques, sociaux et environnementaux. Ainsi, les actions de SIG, dans tous ses projets, sont et doivent demeurer socialement significatives et responsables. Guidée par une approche de développement durable, SIG a adopté une politique environnementale et sociétale qui s'inscrit également dans ses relations avec ses mandataires.
- 18.2. **Améliorations** : Le Mandataire s'engage, dans le cadre de l'exécution du Contrat, à améliorer son rendement environnemental en déterminant ses impacts, en amorçant une démarche afin de réduire l'utilisation de matières premières, d'eau, d'énergie et de substances toxiques, et en limitant l'émission de polluants dans l'environnement.
- 18.3. **Mesures** : Le Mandataire s'engage, dans le cadre de l'exécution du Contrat, à établir des mesures assurant que les produits qu'il fabrique et commercialise, ainsi que les principaux produits qu'il achète, soient fabriqués dans des conditions respectueuses des droits des travailleurs et de l'environnement.
- 18.4. **Conséquences** : SIG se réserve le droit de résilier immédiatement le Contrat sans indemnité en cas de violation grave des engagements énoncés aux chiffres 18.2 et 18.3, et peut exiger le paiement d'une peine conventionnelle de 10% du Prix, mais au minimum de CHF 3'000.- par infraction.

## 19. Clause d'intégrité et déclaration d'absence de conflits d'intérêts

- 19.1. **Principe** : Les Parties s'engagent à prendre toutes les mesures permettant d'éviter la corruption et à s'abstenir en particulier d'offrir ou d'accepter toute libéralité ou autre avantage.
- 19.2. **Communication** : Aux fins de prévenir tout conflit d'intérêts, le Mandataire s'engage à porter immédiatement à la connaissance de SIG tout lien privilégié (personnel/familial ou d'affaires) qu'il a avec du personnel de SIG et avec les fournisseurs de prestations connexes au Contrat.
- 19.3. **Conséquences** : SIG se réserve le droit de résilier immédiatement le Contrat sans indemnité en cas de violation des engagements énoncés aux chiffres 19.1 et 19.2, et peut exiger le paiement d'une peine conventionnelle de 10% du Prix, mais au minimum de CHF 3'000.- par infraction.

## 20. Confidentialité

- 20.1. **Contenu** : Sauf disposition contraire du Contrat, les Parties s'engagent à garder strictement confidentielle l'intégralité du contenu du Contrat. Chaque Partie s'engage ainsi à ne pas divulguer à des tiers, ni à utiliser à d'autres fins que celles en relation avec le Contrat, sans l'accord écrit et préalable de l'autre Partie, toutes les informations dont elle a connaissance de quelque manière que ce soit en rapport avec le Contrat. Les entités publiques propriétaires de SIG ne sont pas considérées comme des tiers au Contrat.
- 20.2. **Exception** : Sont réservées les obligations légales des Parties de fournir des renseignements, notamment dans le cadre de la révision et de la publication de leurs comptes et états financiers. Si des informations confidentielles doivent être remises par une Partie à des autorités, des organes de surveillance ou des tribunaux, il doit être mentionné qu'il s'agit de secrets d'affaires et l'autre Partie doit en être informée dans les meilleurs délais.
- 20.3. **Collaborateurs et auxiliaires** : Les Parties imposent l'obligation de confidentialité à leurs collaborateurs, à leurs sous-traitants, à leurs mandataires et aux autres tiers auxquels elles font appel.
- 20.4. **Communication** : Toute communication en rapport avec le Contrat de la part du Mandataire ou de l'ensemble de la chaîne de ses Sous-traitants à des tiers, en particulier au public ou aux médias (notamment événements publics, communiqués de presse, publications, etc.), devra être validée au préalable par écrit par SIG quant à son principe, puis, cas échéant, quant à son contenu, sa forme et sa diffusion. De même, le Mandataire ne peut utiliser le nom, les marques ou le logo de SIG ni mentionner sa qualité de cocontractant de celle-ci s'il n'en a obtenu l'autorisation préalable écrite de SIG.
- 20.5. **Durée** : L'obligation de confidentialité des Parties est valable aussi longtemps que le Contrat est en vigueur et subsiste pendant cinq ans à compter de la fin du Contrat, quel qu'en soit le motif.

## 21. Protection et sécurité des données

- 21.1. **Principe** : Le Mandataire s'engage à respecter les dispositions de la législation suisse et genevoise sur la protection des données. Il s'engage à prendre toutes les mesures que l'on peut raisonnablement attendre de lui du point de vue économique et toutes les mesures techniques et organisationnelles possibles, de

manière que les données produites et échangées dans le cadre de l'exécution du Contrat ne parviennent pas à la connaissance de tiers non autorisés.

- 21.2. **Traitement** : Les données personnelles ne peuvent être traitées que dans la mesure où cela est nécessaire à l'exécution du Contrat. En outre, elles peuvent être transmises à une entreprise liée à l'une des Parties au Contrat et établie en Suisse ou à l'étranger, à condition que cela soit nécessaire à l'exécution du Contrat et que les dispositions de la législation suisse et genevoise sur la protection des données soient respectées.
- 21.3. **Collaborateurs et auxiliaires** : Les Parties imposent ces obligations à leurs collaborateurs, à leurs sous-traitants, à leurs mandataires et aux autres tiers prêtant leur concours à l'exécution du Contrat.

## 22. Cession

- 22.1. **Conditions** : Le Mandataire ne peut transférer le Contrat ou céder certains droits ou obligations en résultant sans l'autorisation préalable écrite de SIG.

## 23. Intégralité du Contrat

- 23.1. **Intégralité** : Le Contrat constitue l'intégralité de l'accord conclu entre les Parties en relation avec son objet et prime tous les accords et arrangements préalables, oraux et écrits.
- 23.2. **Modifications** : Sauf disposition contraire du Contrat, toute modification du Contrat doit être effectuée par écrit et signée par les deux Parties pour être valable.

## 24. Nullité partielle

- 24.1. **Divisibilité** : En cas de nullité de l'une ou l'autre clause du Contrat, les autres dispositions restent valables, dans la mesure où cela est compatible avec une bonne exécution du Contrat. Si nécessaire, la disposition nulle sera remplacée, d'entente entre les Parties, par une disposition conforme au droit et au but du Contrat.

## 25. Renonciation

- 25.1. **Renonciation** : Toute renonciation par une Partie à se prévaloir de tout manquement à l'une ou l'autre des dispositions du Contrat n'implique aucune renonciation à se prévaloir de tout autre manquement. En outre, toute renonciation ne sera valable et opposable qu'à condition d'être exprimée par écrit et d'être signée par des représentants dûment autorisés de la Partie dont elle émane.

## 26. Droit applicable et for

- 26.1. **Droit applicable** : Le Contrat est soumis au droit matériel suisse, à l'exclusion de ses règles de droit international privé et de ses traités internationaux, notamment de la Convention des Nations unies du 11 avril 1980 sur les contrats de vente internationale de marchandises.
- 26.2. **Résolution des litiges** : Pour tout litige relatif au Contrat, les Parties s'engagent à produire leurs meilleurs efforts pour trouver une solution amiable dans un délai d'un mois à compter de la réception par une Partie de la notification de désaccord envoyée par l'autre Partie. Si les Parties ne parviennent pas à un accord amiable dans ce délai d'un mois, elles pourront saisir les tribunaux. Les tribunaux ordinaires du canton de Genève sont exclusivement compétents, sous réserve de recours auprès du Tribunal fédéral.